



Speaking Notes : Peter Gasser, chef du centre de prestations Libre circulation des personnes et relations du travail, SECO

Date

11.06.2013

Libre circulation des personnes : bonne capacité d'absorption du marché suisse du travail

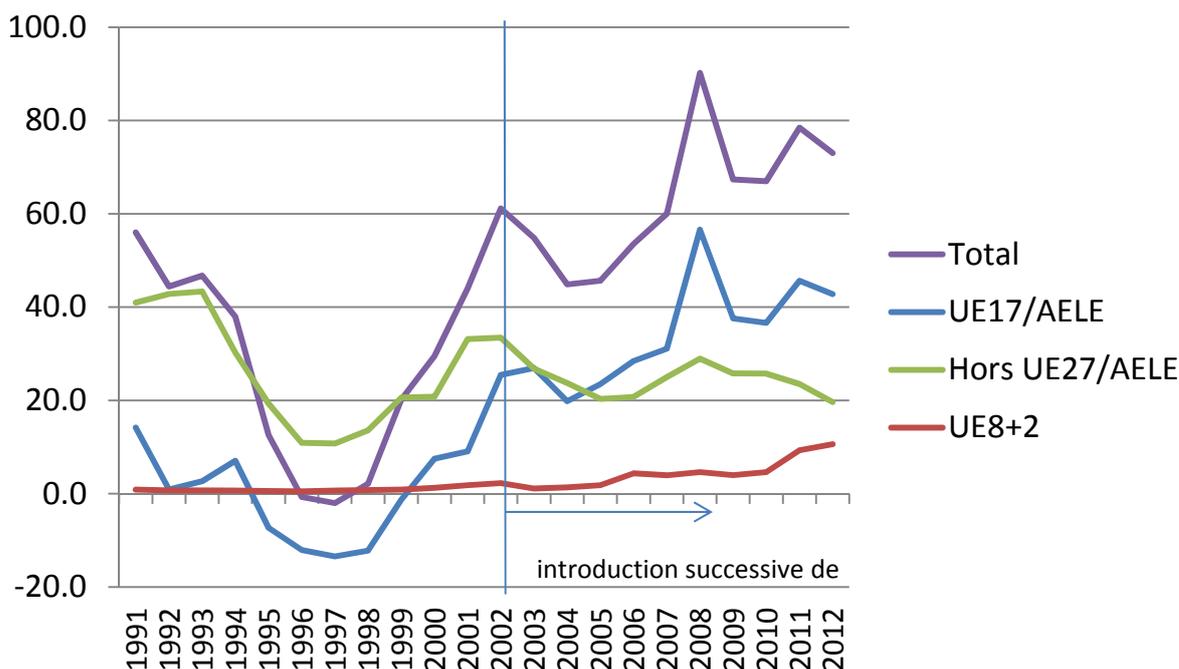
Les répercussions de la libre circulation des personnes sur le marché suisse du travail

Comme l'a dit Madame la Secrétaire d'Etat Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch en introduction, au cours des onze dernières années, l'Accord sur la libre circulation des personnes a permis aux entreprises de recruter bien plus facilement de la main-d'œuvre dans les Etats de l'UE/AELE ; une possibilité dont les entreprises et les travailleurs de l'UE/AELE ont fait bon usage.

Je vais aborder les principaux résultats du nouveau rapport de l'Observatoire, qui résume les répercussions de l'ALCP sur le marché suisse du travail et les assurances sociales. Il s'agit déjà de la neuvième édition de ce rapport qui, cette année également, a été rédigé conjointement par des auteurs du SECO, de l'ODM, de l'OFS et de l'OFAS.

1. L'introduction de la libre circulation des personnes a engendré une augmentation de l'immigration en provenance des Etats de l'UE, dont le volume dépend fortement de la demande en main-d'œuvre des entreprises. Ainsi, les importantes fluctuations conjoncturelles de ces dernières années se reflètent-elles dans l'immigration nette (immigrés moins émigrés) en provenance de l'Union européenne.

➤ *Diapositive 1 (graphique 2.1, p. 15) : solde migratoire de la population résidente étrangère par pays d'origine (UE17/AELE; UE8+2 ; autres), en milliers*

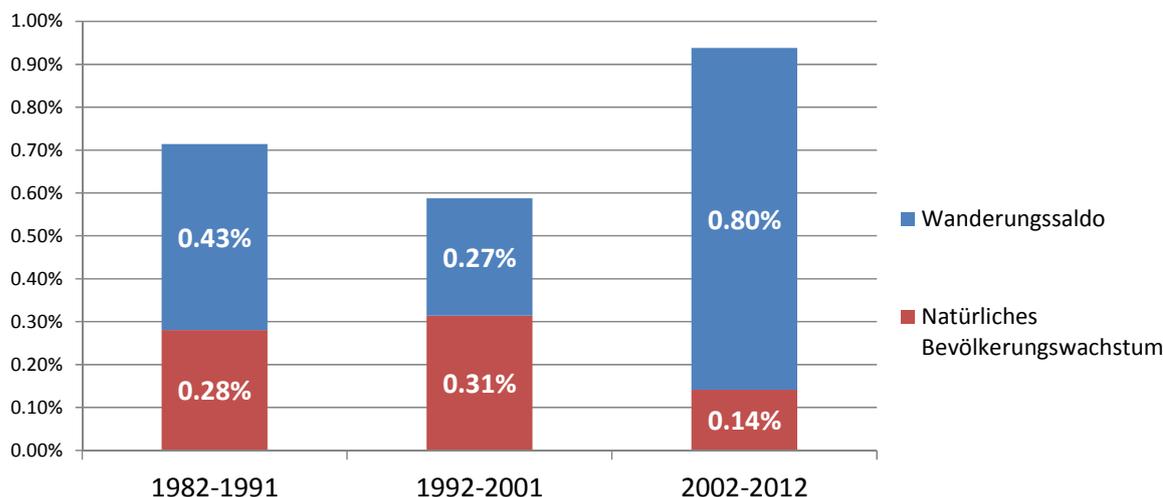


Sources : ODM/SYMIC, évaluations de l'OFS

- Au cours des onze années qui ont précédé l'entrée en vigueur de l'ALCP (1991-2001), l'immigration nette de la population étrangère résidente s'élevait en moyenne à +26 400 personnes par an. Elle était presque uniquement attribuable aux ressortissants d'Etats tiers.
- Durant les onze années qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'ALCP, le solde migratoire annuel des ressortissants de l'UE27/AELE se chiffrait à + 38 400 personnes en moyenne. En revanche, l'immigration nette en provenance des Etats hors UE27/AELE n'a presque pas changé par rapport aux onze années qui ont précédé l'entrée en vigueur de l'ALCP, avec + 24 600 personnes par an en moyenne.
- Tandis que la majorité de l'immigration en provenance des Etats de l'UE/AELE est destinée au marché du travail, l'immigration de travailleurs ne représente aujourd'hui qu'une petite part de l'immigration en provenance des Etats tiers.

2. L'immigration en provenance des Etats de l'UE/AELE est allée de pair avec une croissance démographique relativement forte.

- Diapositive 2 (graphique 2.4, p. 19) : croissance de la population résidente permanente en Suisse et importance relative du solde migratoire international, de 1982 à 2012

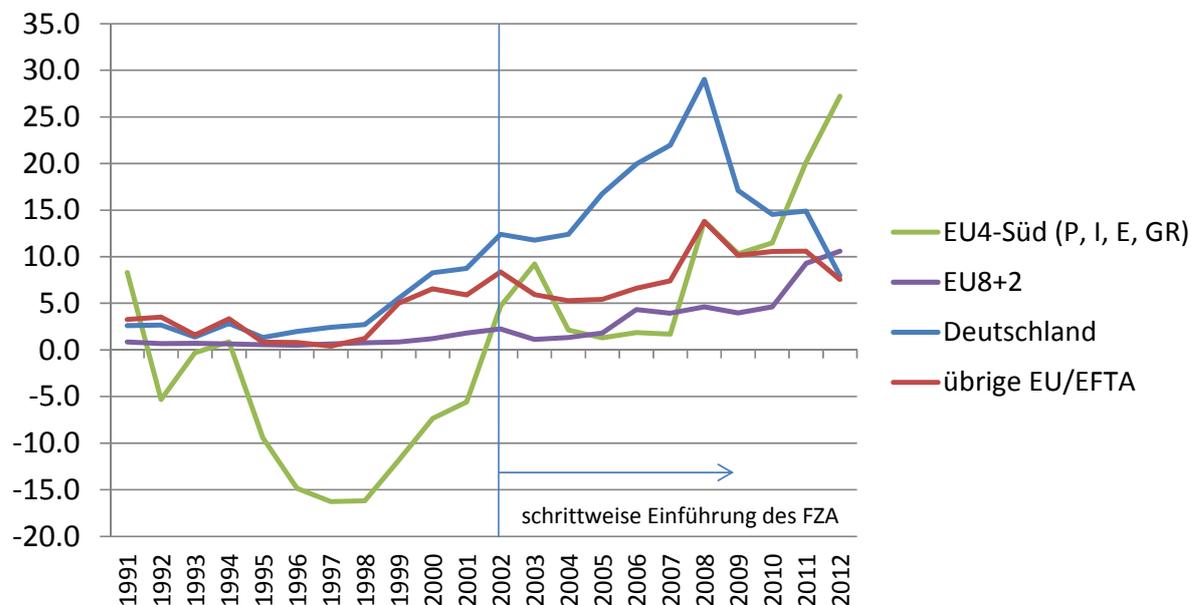


Sources : OFS/ESPOP

- L'immigration en provenance d'Etats tiers s'étant maintenue à un niveau constant suite à l'entrée en vigueur de l'ALCP, c'est la nouvelle immigration en provenance d'Etats de l'UE/AELE qui a occasionné dans l'ensemble la croissance de la population la plus marquée.
- Aux cours des onze années qui ont suivi l'introduction de l'ALCP (2002-2012), la population suisse a augmenté de 0,94 %, dont 0,80 point de pourcentage était dû à l'immigration nette.
- Par rapport aux années 80 et 90, la croissance de la population a ainsi augmenté d'environ 0,3 point de pourcentage par année, alors que la croissance naturelle de la population (= excédent des naissances sur les décès) a diminué de moitié pour s'établir à 0,14 point de pourcentage.

3. L'immigration en provenance de l'Europe méridionale et de l'Est a progressé ces deux dernières années, tandis que l'immigration d'Allemagne et des Etats du nord de l'UE/AELE a diminué.

- Diapositive 3 (graphique 2.2, p. 16) : solde migratoire de la population résidente étrangère par nationalités (sélection de pays membres de l'UE17/AELE), en milliers

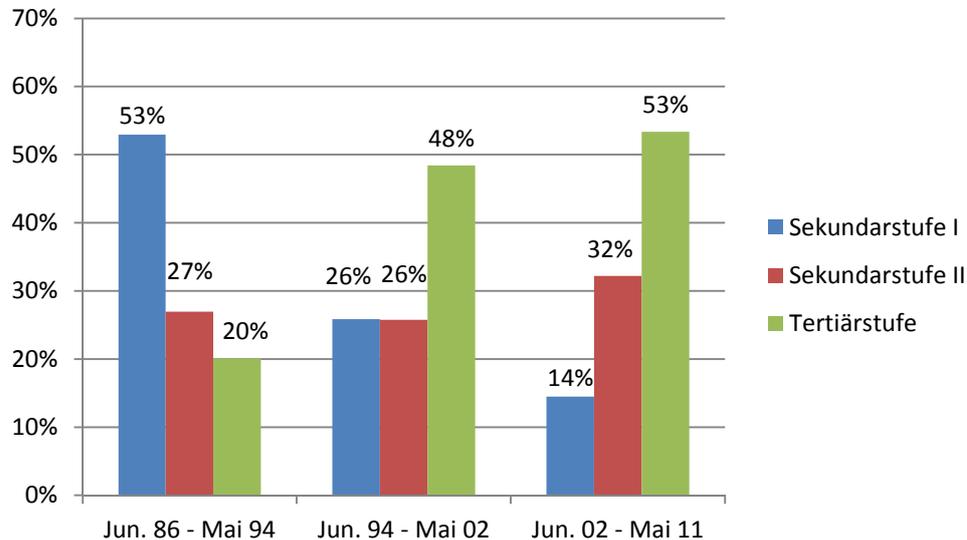


Sources: ODM/SYMIC, évaluations de l'OFS

- Cette substitution de l'immigration en Suisse reflète la modification des flux migratoires au sein de l'Europe. Alors que la volonté d'émigrer a augmenté pour la population des pays d'Europe du Sud en crise, la demande en main-d'œuvre, par exemple en Allemagne, est restée élevée. Désormais, l'Allemagne est aussi devenue une terre d'immigration importante, surtout pour la main-d'œuvre d'Europe de l'Est.
- Jusqu'à présent, nous n'avons constaté que de faibles substitutions dans la composition de l'immigration en Suisse par groupes de professions.
- Par rapport à 2008, l'immigration se compose de plus de travailleurs issus de la construction, un changement qui s'explique par la bonne santé de ce secteur. Par contre, l'immigration était plus faible qu'en 2008 dans le domaine de l'hôtellerie-restauration, en réponse à la faible demande en main-d'œuvre.

4. Les personnes immigrées en provenance de l'UE/AELE étaient pour la plupart bien voire très bien qualifiées.

- *Diapositive 4 (tableau 3.2 p. 35) : niveau de formation de la population active étrangère permanente en provenance des Etats de l'UE/AELE durant le 2^e trimestre 2012, par périodes d'arrivée en Suisse, en termes relatifs*

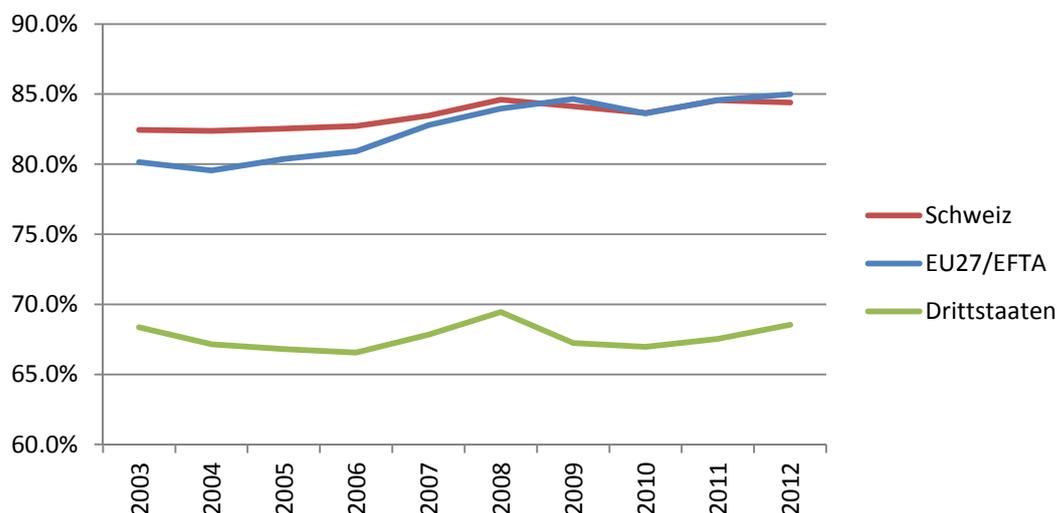


- L'éventail de qualifications des immigrants a évolué au cours des dernières années. En effet, 53 % des personnes actives qui ont immigré en Suisse dans le cadre de l'ALCP disposent d'une formation de niveau tertiaire (haute école professionnelle, haute école spécialisée ou université). Ce taux est de 32 % chez les personnes actives en Suisse.
- 14 % ne disposaient d'aucune formation post-obligatoire. Cette part est de 16 % chez les personnes actives.
- Le niveau de formation moyen des immigrants dépassait ainsi celui de la population résidente de Suisse.

5. La concurrence en matière d'emplois a surtout augmenté pour la main-d'œuvre bien qualifiée. Toutefois, les effets négatifs sur l'emploi sont restés très limités, ce que prouve aussi une étude scientifique actuelle en la matière.

- Aussi bien les Suisses que les ressortissants des Etats de l'UE/AELE ont vu leur taux d'emploi augmenter entre 2003 et 2012. Celui des ressortissants d'Etats tiers, par contre, est resté faible.

➤ *Diapositive 5 (graphique 3.5 p. 34) : taux d'emploi des actifs âgés entre 25 et 64 ans par groupes de nationalités, population résidente permanente, 2003-2012 (chaque fois au 2^e trimestre)*



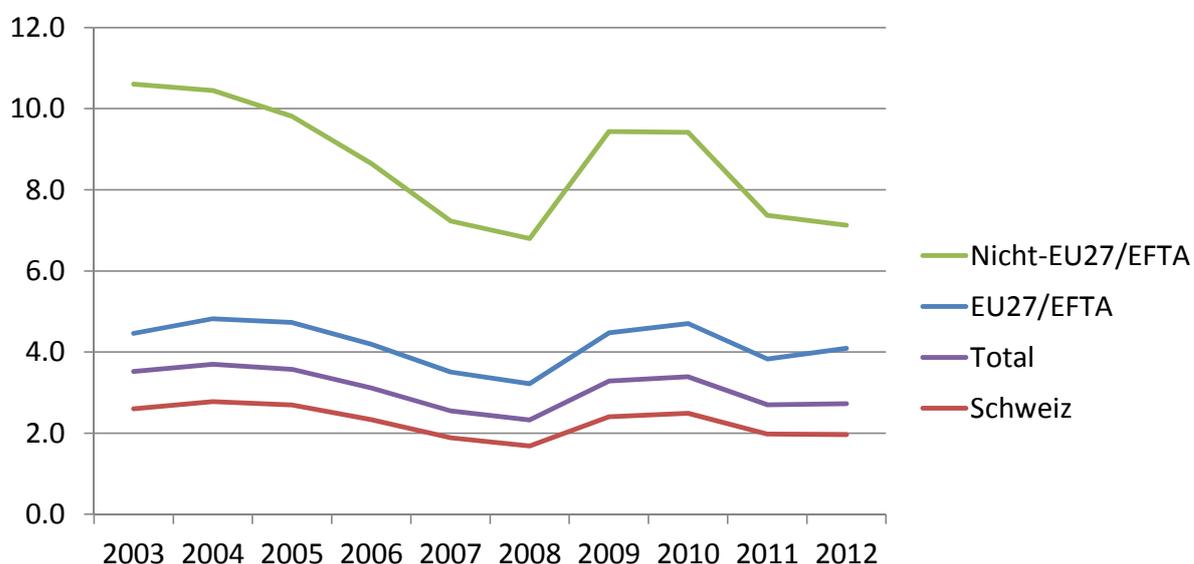
Source: OFS/ESPA

- Le SECO a mandaté des chercheurs des universités de Lausanne et de Zurich pour étudier en détail d'éventuels effets d'éviction causés par la libre circulation des personnes sur le marché suisse du travail. Cette étude est publiée aujourd'hui. Un résumé est disponible dans une version provisoire du magazine *La Vie économique* qui paraîtra le 17 juin prochain.
- Les auteurs identifient de faibles effets d'éviction sous forme d'une légère augmentation de 0,2 point de pourcentage du taux de chômage pour les personnes nées en Suisse.
- Cet effet s'est concentré sur les personnes hautement qualifiées. Malgré tout, leur taux d'emploi est resté nettement supérieur à la moyenne (92,3 %) entre 2001 et 2010, et leur taux de chômage inférieur à la moyenne de la population (1,6 %).

- Ces effets, associés au taux de chômage toujours très bas de ce groupe, confirment que la libre circulation des personnes a permis d'atténuer la pénurie chronique de main-d'œuvre.

6. Les observations à long terme sur plusieurs cycles conjoncturels indiquent que le taux de chômage est resté stable depuis les années nonante. Suite à l'introduction de l'ALCP, les relations entre les taux de chômage de différents groupes de nationalités sont restées stables.

➤ *Diapositive 6 (graphique 3.12 p. 46) : taux de chômage par groupes de nationalités, 2003 - 2012*



7. Après l'introduction de la libre circulation des personnes aussi, les salaires réels ont continué de progresser, la structure des salaires étant restée étonnamment stable en Suisse. Les bas salaires ont suivi les salaires moyens.

➤ *Diapositive 7 (tableau 3.7 p. 61) : évolution des salaires à long terme, en chiffres nominaux et réels*

	2002-2004	2004-2006	2006-2008	2008-2010	2002-2010
Travaux aux exigences élevées	0.8%	1.3%	2.2%	1.6%	1.5%
Travaux indépendants et très qualifiés	1.5%	-0.2%	1.4%	1.1%	0.9%
Connaissances professionnelles spécialisées	0.9%	0.8%	1.4%	1.0%	1.0%
Activités simples et répétitives	0.8%	1.2%	0.8%	0.9%	0.9%
Total	1.3%	1.2%	1.5%	1.3%	1.3%

Source : OFS/ Enquête suisse sur la structure des salaires

- Une étude scientifique réalisée dernièrement par l'Université de Genève sur mandat du SECO, dont les résultats ont déjà été publiés début 2013, a analysé les répercussions de l'immigration sur les salaires. Elle parvient à la conclusion que les conséquences de l'immigration sur l'évolution des salaires en Suisse sont faibles dans l'ensemble.
- Les jeunes travailleurs disposant d'une formation de niveau tertiaire ont subi une certaine pression salariale. En effet, si la proportion d'étrangers était restée constante entre 2004 et 2010, les salaires réels de ces jeunes auraient été supérieurs d'environ 1,6 % en 2010. Les salaires des travailleurs étrangers non qualifiés disposant d'une assez longue expérience professionnelle ont subi, quant à eux, des effets négatifs modérés.
- L'immigration a en revanche eu un effet positif sur les salaires des indigènes sans formation post-obligatoire. Les salaires des personnes ayant effectué un apprentissage ou une maturité n'ont, par contre, presque pas changé.
- La stabilité de la structure des salaires montre que les conventions collectives de travail prévoyant des salaires minimaux obligatoires, ainsi que les mesures d'accompagnement, ont largement permis d'éviter une pression abusive sur les salaires suisses. Madame la Secrétaire d'Etat a justement évoqué le récent renforcement de ces mesures, ainsi que la planification d'améliorations supplémentaires.

8. L'immigration a eu un effet positif sur la prévoyance vieillesse. Elle a freiné le vieillissement de la population, nous donnant ainsi davantage de temps pour procéder aux adaptations nécessaires au vu du vieillissement démographique de la population.

- Les ressortissants de l'UE/AELE apportent clairement davantage de fonds à ces assurances qu'ils n'en retirent.
- Alors que l'on croyait que la libre circulation des personnes induirait une augmentation massive du nombre de bénéficiaires étrangers de prestations AI, rien de tel ne s'est produit.
- L'assurance-chômage doit faire face à certains coûts supplémentaires, car les travailleurs saisonniers peuvent, eux aussi, demander l'indemnité de chômage en Suisse. Ces coûts restent toutefois nettement inférieurs aux prévisions.

9. Conclusion

- **La libre circulation des personnes et l'immigration ont stimulé l'évolution de l'économie et de l'emploi. Un accès au marché intérieur de l'UE est fondamental pour l'économie suisse.**
- **Le marché suisse du travail a fait preuve d'une bonne capacité d'absorption. Des effets d'éviction ou des effets négatifs sur les salaires restent largement exclus.**
- **Les mesures d'accompagnement ont permis d'éviter l'érosion des conditions de salaire.**
- **Les assurances sociales ont sensiblement profité de l'immigration, mais les défis à long terme demeurent.**
- **Nos institutions du marché du travail fournissent de bons résultats, que ce soit sur le plan de la capacité d'intégration du marché du travail ou des conditions de travail.**